

Publications périodiques

Comptes annuels

AL KHALJI FRANCE

Société Anonyme au capital de 104 000 000 Euros
Siège social : 49 – 51 avenue George V, 75008 Paris
309 033 066 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels au 31 décembre 2018
Approuvés par l'Assemblée Générale Annuelle du 31 mai 2019

I. — Bilan au 31 décembre 2018

(En euros)

Postes	Actif €uro	31 décembre 2018	31 décembre 2017
1	Caisse, banques centrales, CCP	79 906 778	100 137 475
2	Effets publics et valeurs assimilées		
3	Créances sur les établissements de crédit & assimilés	174 017 373	127 908 309
4	Opérations avec la clientèle	630 106 816	775 794 430
5	Obligations et autres titres à revenu fixe	32 112 847	95 889 804
6	Actions et autres titres à revenu variable	1 887	1 887
7	Participations et autres titres détenus à long terme		
8	Parts dans les entreprises liées		
9	Crédit-bail et location avec option d'achat		
10	Location simple		
11	Immobilisations incorporelles	1 421 845	1 662 386
12	Immobilisation corporelles	1 788 906	2 061 853
13	Dotation des succursales à l'étranger		
14	Actions propres		
15	Autres actifs	858 198	2 355 830
16	Comptes de régularisation	3 331 643	1 922 228
	Total de l'actif	923 546 294	1 107 734 202

Postes	Passif €uro	31 décembre 2018	31 décembre 2017
1	Banques Centrales, C.C.P.		
2	Dettes envers les établissements de crédit & assimilés	193 077 034	367 951 793
3	Opérations avec la clientèle	505 158 438	520 148 994
4	Dettes représentées par un titre		
5	Autres passifs	322 580	296 379
6	Comptes de régularisation	4 722 824	8 778 697
7	Provisions	11 282 263	13 390 549
8	Dettes subordonnées	25 000 000	25 000 000
9	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	323 000	323 000
10	Capitaux propres (hors FRBG)	183 660 155	171 844 790
11	Capital souscrit	104 000 000	104 000 000
12	Primes d'émission		
13	Réserves	18 198 639	15 118 835
14	Ecarts de réévaluation		
15	Provisions règlementées et subventions d'investissement		
16	Report à nouveau (+/-)	56 147 626	43 463 220
17	Résultat de l'exercice (+/-)	5 313 889	9 262 736
	Total du passif	923 546 294	1 107 734 202

Postes	Hors-bilan €uro	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	Engagements donnés		
1	Engagements de financement	53 206 409	37 687 024
2	Engagements de garantie	215 349 666	279 678 408
3	Engagements sur titres		
	Engagements reçus		
4	Engagements de financement		
5	Engagements de garantie	19 633 420	18 287 385
6	Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat

(En euros)

Postes	€uro	31 décembre 2018	31 décembre 2017
1	+ Intérêts & produits assimilés	38 987 719	45 034 496
2	- Intérêts & charges assimilées	13 400 025	14 833 632

8	+ Commissions (produits)	6 595 220	7 912 676
9	- Commissions (charges)	432 341	378 398
10	+ Gains ou perte sur opérations des portefeuilles de négociation	752 734	1 047 893
12	+ Autres produits d'exploitation bancaire	0	50 949
14	Produit net bancaire	32 503 307	38 833 984
15	- Charges générales d'exploitation	14 873 885	16 480 802
16	- Dotations amortissements & dépréciations immobilisations incorporelles & corporelles	1 001 984	1 188 963
17	Résultat brut d'exploitation	16 627 437	21 164 218
18	+/- Coût du risque	-9 992 764	-8 169 621
19	Résultat d'exploitation	6 634 673	12 994 597
20	+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	-178 112
21	Résultat courant avant impôt	6 634 673	12 816 485
22	+/- Résultat exceptionnel	-73 141	58 660
23	- Impôts sur les bénéfices	1 248 235	3 612 409
24	+/- Dotations / reprises de FRBG & provisions réglementées		
25	Résultat net	5 313 297	9 262 736

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, approuve la proposition d'affecter comme suit le résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 décembre 2018, s'élevant à 5.313.889 euros:

Affectation du résultat au 31 décembre 2018-en milliers d'Euros :

Résultat net	5 314
Réserve légale (EAU)	-94
Réserve légale (5%)	-261
Balance	4 959
Report à nouveau	4 959
Solde Report à nouveau (exercice 2018)	42 068
Avant affectation (exclus différence de change)	
Solde Report à nouveau (exercice 2018)	47 027
Après affectation (exclus différence de change)	
Distribution de dividende	13 080
Total Report à nouveau	33 947

Le dividende d'un montant de 13 079 627 euros (représentant la contrevaletur en euros de 55 000 000 de Dirhams des Emirats Arabes Unis (AED), au taux de change retenu pour l'établissement du bilan au 31 décembre 2018, à savoir 1 EUR /4.205013 AED), correspond à une distribution de 2,01 euros par action.

L'Assemblée générale autorise le Conseil d'administration à prélever sur le compte "Report à nouveau" les sommes nécessaires pour payer le dividende fixé ci-dessus.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividende (net) par action (en euros)	Dividende total distribué (en euros)
2017	6 500 000	-	-
2016	6 500 000	-	-
2015	6 500 000	-	-

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. Annexes des comptes annuels – Exercice 2018.

1. Règles et méthodes comptables

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon la réglementation applicable aux Etablissements de Crédit.

La présentation est conforme aux dispositions du Règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les comptes de AL KHALIJI France sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux banques en France, prescrites par le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit. Ils intègrent les comptes de la maison mère basée à Paris et ceux des succursales situées aux Emirats Arabes Unis.

Au regard de leur indépendance par rapport à la société mère, les succursales émiraties sont qualifiées d'établissements étrangers autonomes. Les dotations réalisées par la maison mère au bénéfice des succursales sont assimilables à un investissement net dans une activité à l'étranger. En conséquence, les écarts de conversions générés par la conversion de ces apports sont comptabilisés en capitaux propres, dans un sous compte du poste de report à nouveau.

Les écarts de conversion débiteurs (pertes latentes) viendront en diminution du bénéfice distribuable et les écarts de conversion créditeurs (gains latents) ne seront pas pris en compte dans la détermination du bénéfice distribuable.

a) Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit
- les comptes ordinaires, les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit AL KHALIJI France à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles présentées ci-après. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Créances restructurées :

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Créances douteuses :

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, AL KHALIJI France distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois sont classées en créances douteuses.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise. Sont considérés comme douteux compromis, les créances douteuses de plus d'un an après leur classification en encours douteux et si le passage en perte à terme est envisagé.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré :

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par AL KHALIJI France par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Les montants des créances incluent les encours douteux nets des dépréciations. Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées dossier par dossier, dès lors que la Direction Générale estime qu'il existe un risque de non recouvrement total ou partiel. Elles sont constituées dans la même monnaie que la créance concernée. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Les intérêts des créances douteuses lorsqu'ils sont comptabilisés en produits, font l'objet d'une dépréciation d'un montant identique. Ces dotations pour dépréciations sont portées en diminution des postes de produits d'intérêts concernés et par conséquent, du produit net bancaire.

Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement :

La provision base portefeuille enregistrée dans nos succursales aux Emirats Arabes Unis, est calculée statistiquement sur les encours de crédits. Cette provision figure au bilan dans les provisions pour risques et charges et par conséquent est incluse dans le coût du risque.

b) Portefeuille titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Titres de transaction :

Au 31 décembre 2018, AL KHALIJI France ne détient aucun titre de transaction.

Titres de placement :

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

- Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « intérêts et produits assimilés - Intérêts sur titres à revenu fixe » du produit net bancaire.

- Actions et autres titres à revenu variable :

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si AL KHALIJI France dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée;
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. note Créances et engagements par signature - Dépréciations au titre du risque de crédit avéré).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels AL KHALIJI France dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient.

En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Titres de l'activité de portefeuille

Conformément aux articles 2351-2 à 2352-6 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus. Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché :

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, AL KHALIJI France détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, AL KHALIJI France utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement :

AL KHALIJI France enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

Reclassement de titres :

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

AL KHALIJI France n'a pas opéré de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

c) Immobilisations

AL KHALIJI France applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

- Siège de Paris :

- Matériels et Mobiliers	5 et 10 ans
- Agencements	10 et 15 ans
- Logiciels	3 ans
- Agences à l'étranger:	3 à 5 ans

d) Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes à terme, comptes d'épargne pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

e) Provisions

AL KHALJI France applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Engagements en matière de retraite : il a été constitué par le siège de Paris une provision pour charges de primes de départ en retraite. Leur montant a fait l'objet d'une évaluation de € 184.840. Dans nos agences des Emirats, les indemnités de fin de service sont provisionnées pour un montant de € 2.971.573. Pour le siège de Paris ainsi que pour les agences E.A.U le calcul de cette provision est établi suivant le respect des conventions collectives. La principale différence entre les deux conventions est l'ancienneté pour la prise en compte. Provision à constituer à partir de 10 ans d'ancienneté en France et 5 ans d'ancienneté aux EAU.

f) Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours. Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie

Opérations de couverture :

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de AL KHALJI France (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07. sont inscrits prorata temporis dans la rubrique: « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché :

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07)
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07)

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont comptabilisés.
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement.
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont comptabilisés.

Les seules opérations sur les instruments financiers à terme sont des opérations d'échange de taux de micro-couverture réalisées avec la maison mère AL KHALJI Commercial Bank.

g) Opérations en devises

Les créances et dettes libellées en devises sont converties aux cours de change en vigueur à la clôture. Un cours moyen mensuel est appliqué pour la conversion des comptes de résultat de nos agences.

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'an-été ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payés sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique : «Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation»

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, AL KHALIJI France a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Répartition du bilan & Hors bilan entre Siège et Agences 2018			
	Siège de Paris	Agences UAE	Total AKF
Total du Bilan	545.046.463	472.762.762	923.544.908
Engagements donnés	92.724.326	175.831.749	268.556.075
Engagements reçus	19.633.420		19.633.420

Répartition du bilan & Hors bilan entre Siège et Agences 2017			
	Siège de Paris	Agences UAE	Total AKF
Total du Bilan	623.440.644	611.471.085	1.107.734.202
Engagements donnés	88.118.358	229.247.073	317.365.431
Engagements reçus	18.287.385		18.287.385

2. Evénements significatifs de la période.

Néant.

3. Evénements post-clôture.

L'exposition sur le client « Hema Endustri » dans les livres de Paris pour €7.93m a été déclassé en créances douteux sans faire l'objet d'un provisionnement dans les états financiers à fin 2018.

La participation d'Al Khaliji France dans cette syndication a été revendu au par à sa maison-mère en Février 2019.

Exemption d'établir des comptes consolidés

La société AL Khaliji France est une filiale à 99,99% de la banque Qatari AL Khaliji Commercial Bank établie à Doha, qui publie des comptes consolidés.

4. Information sur les parties liées

Les principales opérations réalisées au cours de l'exercice avec les parties liées et qui figurent au bilan au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Transactions conclues avec la partie liée	Montant
AL Khaliji Commercial Bank	Maison mère	Emprunt	31 392 K€

Parties liées	Nature de la relation avec la partie liée	Transactions conclues avec la partie liée	Montant
Qatar Holding LLC	Actionnaire Maison Mère	Dépôt à terme	94 814 K€

– Opérations avec AL Khaliji Commercial Bank au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2018 Opérations avec les entreprises liées et les participations	Solde au 31/12/2017 Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	50 085	10 056
Sur les établissements de crédit et institutions financières	50 085	10 056
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	31 392	119 535
Sur les établissements de crédits et institutions financières	31 392	119 535
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	146	3 521
Autres engagements donnés	146	3521

– Opérations avec Qatar Holding LLC au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2018 Opérations avec les entreprises liées et les participations	Solde au 31/12/2017 Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances		
Sur les établissements de crédit et institutions financières		
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	119 814	113 616
Sur les établissements de crédits et institutions financières		
Sur la clientèle	94 814	88 616
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	25 000	25 000
Engagements donnés	0	0
Autres engagements donnés		

6. Proposition d'affectation du résultat

Données en milliers d'euros

Bénéfice net exercice 2018	5 314
Affectation à la réserve pour agences EAU	94
Affectation à la réserve légale Paris (5%)	261
Affectation en Report à Nouveau	4 959
Montant total des sommes affectées	5 314
Distribution de Dividendes	Néant
Montant du report à nouveau (hors écarts de conversion) avant affectation	42 067
Montant du report à nouveau (hors écarts de conversion) après affectation	47 026

Complément d'informations relatif au bilan et au compte de résultat au 31 Décembre 2018.**1 - Caisse, banques centrales, CCP**

	2018	2017
Caisse	3 853	3 847
Banques centrales	76 054	96 291
	79 907	100 138

2 - Effets publics et valeurs assimilées

3 - Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2018	2017
Comptes à vue	41 999	36 604
Prêts JJ	29 607	25 932
Comptes à terme	102 074	65 078
Créances rattachées	337	294
Créances douteuses compromises	36	36
Créances douteuses non compromises	0	0
Dépréciations sur créances douteuses	-36	-36
	174 017	127 908
Durée résiduelle ≤ 3 mois	157 903	92 056
Durée résiduelle >3mois et ≤1 an	16 114	16 676
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans		19 176
	174 017	127 908
<i>dont créances envers Al Khaliji Qatar</i>	<i>50 085</i>	<i>10 056</i>

4 - Opérations avec la clientèle	2018	2017
Créances commerciales	2 106	3 738
Crédits à la clientèle	458 742	558 174
Crédits à la clientèle Financière	43 668	48 459
Comptes à vue	94 388	130 824
Créances rattachées	3 703	3 245
Créances douteuses compromises	38 822	62 863
Créances douteuses non compromises	26 080	19 108
Créances douteuses restructurées	0	0
Dépréciations sur créances douteuses	-37 402	-50 616
	630 107	775 794

(en milliers d'euros)	31/12/2018							31/12/2017
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	1 741	365			2 106		2 106	3 738
Autres concours à la clientèle	185367	79 567	197 942	104 436	567 312	3 703	571 015	691 848
Valeurs reçues en pension livrée					0		0	0
Comptes ordinaires débiteurs	94 388				94 388		94 388	130 824
Dépréciations							-37 402	-50 616
Valeur nette au bilan	281 496	79 932	197 942	104 436	663 806	3 703	630 107	775 794

Les dépréciations constituées représentent une couverture de 58% des créances douteuses.

Le montant des créances éligibles au refinancement des Banques Centrales est nul au 31 décembre 2018.

Le montant des créances restructurées au 31 décembre 2018 s'élève à €33,855m contre €23,335m en 2017.

Garanties sur encours	2018	2017
Dépôts de garanties sur découverts	2 205	90 340
Nantissements de titres sur découverts	0	0

Répartition des emplois clientèle par pays (hors créances rattachées)	2018	2017
Europe	28%	17%
GCC	60%	74%
Autres	12%	9%

5 - Titres	2018	2017
Titres cotés		
- émis par org.publ.& établissement de crédit	31 874	95 537
- émetteurs autres	2	2
Créances rattachées	261	353
Provision pour Dépréciation	0	0
	32 137	95 892
Durée résiduelle ≤ 3mois	8897	52 573
Durée résiduelle >3mois et ≤1 an	616	13 030
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	22624	30 289
Durée résiduelle > 5 ans	0	0
	32 137	95 892

Obligations & autres titres	2018	2017
Soldes en début d'exercice	95 892	178 133
Acquisitions	497	65 204
Sorties	-65 209	-147 529
Différence de change	957	84
Soldes en fin d'exercice	32 137	95 892

	2018	2017
Primes et Décotes sur Obligations		
Primes	800	430
Décotes	-26	3

5.1 - Titres d'Investissements

Code ISIN	Titres d'investissements	Pays	devise	Date d'achat	Date d'échéance	Valeur nette comptable 31 décembre 2015	MtM 31 décembre 2015	Plus-Values Moins Values Latentes
XS1575854010	Banque	EAU	USD	10-avr.-17	07-mars-22	4 431	4 287	-144
XS0640032594	Gouvernement	EAU	USD	30-sept.-14	22-juin-21	4 574	4 536	-38
XS0640032594	Gouvernement	EAU	USD	06-oct.-14	22-juin-21	4 567	4 536	-31
XS0546428144	Gouvernement	EAU	USD	03-nov.-14	05-oct.-20	4 697	4 677	-20
XS1613091500	Banque	TURQUIE	USD	24-mai-17	19-mai-22	4 357	4 055	-302
	Gouvernement	Liban	LBP	09-août-18	08-août-19	75	75	0
	Gouvernement	Liban	LBP	23-août-18	22-août-19	423	423	0
XS1575854010	Banque	EAU	USD	17-mars-17	07-mars-22	4 378	4 287	-91
XS1613091500	Banque	TURQUIE	USD	24-mai-17	19-mai-22	4 352	4 055	-297
						31 854	30 932	-922

6-Actions et autres titres à revenus variables							
Titres de placements	Pays	devise	Date d'achat	Date d'échéance	Valeur d'achat	Valeur de marché	Plus-Values Moins Values
Autres	France	EUR	01-janv.-01		2	2	

11 - Immobilisations incorporelles	2018	2017
Immobilisations Incorporelles	1 662	2 271
Soldes en début d'exercice (VNC)		
Acquisitions	297	307
Sorties		0
Différence de change	-593	-219
Amortissements de la période	56	-697
Soldes en fin d'exercice (VNC)	1 422	1 662

12 - Immobilisations corporelles

Immobilisations Corporelles	2018	2017
Soldes en début d'exercice (VNC)	2 062	2 706
Acquisitions	128	42
Sorties		-143
Différence de change	8	-51
Amortissements de la période	-409	-492
Provisions	0	0
Soldes en fin d'exercice (VNC)	1 789	2 062
Mouvements des amortissements & provisions		
Soldes en début d'exercice	9 337	9 042
Dotations aux amortissements & provisions	1 006	1 189
Sorties d'amortissements	-4	-132
Différence de change	-578	-762
Soldes en fin d'exercice	9 761	9 337

15- Autres actifs	2018	2017
Débiteurs divers	737	706
Impôt Différé Actif	0	0
Etat acomptes IS	121	1 650
	858	2 356

16- Comptes de régularisation	2018	2017
Charges payées d'avance	691	710
Autres comptes de régularisation	2641	1 213
	3 332	1 923

Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(en milliers d'euros)	Solde au 01/01/2018	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements (1)	Solde au 31/12/2018
Sur opérations interbancaires et assimilées	36				36
Sur créances clientèle	50 616	28 017	-44 252	3 021	37 402
Sur opérations sur titres	0				0
Sur valeurs immobilisées	0				0
Sur autres actifs	0				0
Total	50 652	28 017	-44 252	3 021	37 438

(1) les autres mouvements incluent notamment les différences de change

PASSIF

1 - Banques centrales, CCP	2018	2017
Caisse		
Banques centrales	0	0
2 - Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2018	2017
Comptes à vue	17 230	12 393
Emprunts JJ	0	0
Comptes à terme	175 053	354 966
Dettes rattachées	793	593
	193 076	367 952
Durée résiduelle ≤ 3mois	160 609	297 086
Durée résiduelle >3mois et ≤1 an	32 467	70 866
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans		0
	193 076	367 952

<i>dont dettes envers Al Khaliji Qatar</i>	31 392	119 535
--	--------	---------

3 - Opérations avec la clientèle	2018	2017
Comptes à vue	178 242	201 437
Comptes à terme	321 270	315 081
Comptes épargne	3 752	2 414
Emprunts de la Clientèle Financière	0	0
Dettes rattachées	1 894	1 216
	505 158	520 149
Durée résiduelle ≤ 3mois	397 009	427 422
Durée résiduelle >3mois et ≤1 an	108 042	92 727
Durée résiduelle > 1 an et ≤ 5 ans	96	0
Durée résiduelle > 5 ans	11	
	505 158	520 149

<i>dont dettes envers Qatar Holding LLC</i>	0	88 616
---	---	--------

	2018	2017
Répartition des ressources clientèle par pays (hors dettes rattachées)		
Europe	8%	7%
GCC	86%	88%
Autres	6%	5%

5 - Autres passifs	2018	2017
Créditeurs divers	323	296
	323	296

6 - Comptes de régularisation	2018	2017
Produits perçus d'avance	571	1 009
Charges à payer	1702	5 303
Autres comptes de régularisation	2 450	2 466
	4 723	8 778

7- Provisions

(en milliers d'euro)	Solde au 01/01/2018	Dotations	Reprises utilisées	Autres mouvements (3)
Provisions pour engagements sociaux	3 626	404	-556	82
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	0			
Provisions pour litiges fiscaux (1)	0			
Provisions pour autres litiges	36	5		
Provisions pour risques de crédit (2)	9 608	172	-2 477	382
Autres provisions	121			-121
Valeur au bilan	13 391	581	-3 033	343

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.
(2) Ces provisions sont établies sur base collective
(3) Les autres mouvements incluent notamment les différences de change de la période

8 - Dettes subordonnées	2018	2017
Emprunt subordonné	25000	25 000
	25 000	25 000

Emprunt de K€ 25.000 à durée indéterminée auprès de Qatar Holding LLC,
La créance du Prêteur sur l'Emprunteur est subordonnée aux créances détenues par les autres créanciers sur l'Emprunteur,
L'emprunt est rémunéré au taux de l'Eonia mensuel.

9 - Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2018	2017
Provision pour risques bancaires généraux	323	323
	323	323

10 - Capitaux propres hors FRBG	2018	2017
Capital	104 000	104 000
Réserves légales (Paris)	18 199	15 119
Report à nouveau	56 148	43 463
Résultat de l'exercice	5 314	9 263
	183 660	171 845

11 - Capital souscrit	2018	2017
Actionnariat : AL KHALIJI COMMERCIAL BANK : 100%	104 000	104 000
Capital constitué de 6.500.000 actions d'une valeur nominale de € 16		
13 - Réserves	2018	2017
Réserves légales (Paris)	5 035	4 606
Réserves générales (Émirats)	13 163	10 513
	18 199	15 119
16 - Report à nouveau	2018	2017
Report à nouveau	56 148	43 463
dont écart de conversion	9 881	9 543
	56 148	43 463
17- Résultat de l'exercice	2018	2017
Chiffre d'affaires	46 336	54 380
Produits net bancaire	32 503	38 834
Résultat brut d'exploitation	16 627	21 164
Résultat net avant impôt	6 562	12 875
Impôt sur les sociétés	1 248	1 881
Paris (33,33% des bénéfices)	0	0
Paris (taxe 3% sur les dividendes)	0	1 732
Émirats (20% des bénéfices)	0	1 732
Résultat net	5 314	9 263

Le chiffre d'affaire est composé des :

Intérêts et produits assimilés

Commissions (produits)

Gains sur opérations des portefeuilles de négociation

Gains sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

Autres produits d'exploitation bancaire

Répartition du résultat	Résultat de l'exercice	Réserve légale Paris	Réserve légale E.A.U	Report à nouveau
Exercice 2018		0	0	
Répartition du résultat	Résultat de l'exercice	Réserve légale Paris	Réserve légale E.A.U	Report à nouveau
Exercice 2017	9 263	429	686	8 148
Répartition du résultat	Résultat de l'exercice	Réserve légale Paris	Réserve légale E.A.U	Report à nouveau
Exercice 2016	-8 043	0	0	-8 043

Répartition du bilan par devises

en milliers d'euros	QAR EUR'000	EUR EUR'000	USD EUR'000	AED EUR'000	Other EUR'000	Total EUR'000
Actif	70	203 437	385 789	311 171	23 079	923 546
Passif	30	201 402	260 143	436 754	25 217	923 546

HORS BILAN

Engagements donnés

1 - Engagements de financement	2018	2017
Engagements de financement en faveur de la clientèle	53 206	37 687
	53 206	37 687
2 - Engagements de garantie	2018	2017
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	18 027	47 598
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	197 323	232 080
	215 350	279 678

Engagements reçus

5 - Engagements de garantie	2018	2017
Engagements de garantie reçus d'établissement de crédit	19 633	18 287
	19 633	18 287
Instruments financiers à terme	Nbre d'Opérations	Notionnel
Swaps de taux Micro couverture avec Maison Mère	3	7 114

COMPTE DE RESULTAT

1 - Intérêts et produits assimilés	2018	2017
Intérêts sur opérations de trésorerie & opérations interbancaires	3 036	3 339
Intérêts sur opérations avec la clientèle	33 741	38 753
Intérêts sur titres à revenu fixe	2 211	2 942
	38 988	45 034
2 - Intérêts et charges assimilées	2018	2017
Intérêts sur opérations de trésorerie & opérations interbancaires	5581	4 978
Intérêts sur opérations avec la clientèle	7453	9 407
Intérêts sur titres à revenu fixe	366	449
Intérêts sur dettes subordonnées		
	13 400	14 834
8- Commissions (produits)	2018	2017
Commissions crédit clientèle	681	1 905
Commissions hors bilan	2 555	3 802
Commissions services bancaires	3 359	2 206
	6 595	7 913
9 - Commissions (charges)	2018	2017
Commissions services bancaires	432	378
	432	378
10 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	2018	2017
Gains sur opérations de change	753	1 048
	753	1 048
12 - Autres produits d'exploitation bancaire	2018	2017
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	0	51
Autres produits	0	0
	0	51
14 - Produit net bancaire	2018	2017
Intérêts & assimilés		
- Produits	38 988	45 034
- Charges	-13 400	-14 834
Commissions		
- Produits	6 595	7 913
- Charges	-432	-378
Opérations financières		
- Solde des opérations de négociation	753	1 048
- Solde des opérations sur titres de placements	0	0
Autres opérations bancaires		
- Produits	0	51
	32 503	38 834
Produit net bancaire des AGENCES EMIRATS	23 418	27 252
Produit net bancaire Al Khaliji France Paris	9 085	11 582
Net des intercos pour €624k		
Produit net bancaire	32 503	38 834

La méthode de détermination du PNB par localisation a été modifiée en 2018 pour tenir compte des retraitements de consolidation. Entre Paris et les Emirats.

15- Charges générales d'exploitation	2018	2017
Frais de personnel	8 834	10 759
Impôts et taxes	1 197	1 030
Loyers & charges locatives	1 680	1 742
Honoraires & assistance	1259	1121
Entretien & maintenance	352	418
Autres charges	1 552	1 412
	14 874	16 481
Détail des frais de personnel et effectif moyen	2018	2017
Salaires et traitements	7 245	9 161

Charges sociales	1489	1 492
Impôts et taxes sur rémunérations	100	106
	8 834	10 759
<i>dont charges de retraite</i>	<i>523</i>	<i>570</i>

Rémunérations allouées aux dirigeants

Eléments non fournis car cela aboutirait à communiquer les rémunérations individuelles.

Effectif moyen	2018	2017
Cadres & Hors classe	35	35
Techniciens	66	83
Total	101	118
Paris	31	33
Emirats	70	85
Total	101	118

16 - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	2018	2017
Amortissements immobilisations incorporelles	593	697
Amortissements immobilisations corporelles	409	492
	1 002	1 189

18 - Coût du risque	2018	2017
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-13 789	-18 782
Pertes sur créances douteuses couvertes	-28 805	-9 656
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes	-6403	0
Dotation provision base portefeuille,	-172	0
Reprise provision base portefeuille,	2 477	3 617
Reprises de provisions sur créances douteuses	36 689	16 652
Récupérations sur créances douteuses	10	0
	-9 993	-8 170

20 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2018	2017
+/- value sur sorties immobilisations incorporelles	1	0
+/- value sur sorties immobilisations corporelles	0	-178
	1	-178

22 - Résultat exceptionnel	2018	2017
Produits		
- Prorata TVA	14	35
- Autres	1	23
Charges		
- Prorata TVA	0	0
- Autres	88	1
	-73	57

23 - Impôt sur les bénéfices	2018	2017
Impôt sur les bénéfices de Paris	1248	1880
Impôt sur les bénéfices des Agences EAU	0	1 732
Taxe sur les dividendes distribués	0	0
	1 248	3 612

26 - Variation des capitaux propres (hors FRBG)	Capital	Réserve légale	Report à nouveau	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total des Capitaux Propres
Solde d'ouverture avant affectation	104 000	15 119	33 920	9 543	9 263	171 845
Augmentation capital						0
Affectation en réserves		1 115	8 148		-9 263	0
Résultat de l'exercice					5 314	5 314
Dividendes versés						0
Variation des écarts de conversion				15 635		15 635
Solde de clôture	104 000	16 234	42 068	25 178	5 314	192 794

27 - Informations relatives aux implantations et activités incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2018**Al Khaliji France S.A. UAE Branches**

Nom	Al Khaliji (France) S.A	Al Khaliji - France - S.A	Al Khaliji (France) S.A	Al Khaliji (France) S.A	Total
-----	--------------------------	---------------------------	--------------------------	--------------------------	-------

Nature de l'activité	Banque Dubai - Emirats Arabes Unis	Banque Abu Dhabi - Emi- rats Arabes Unis	Banque Sharjah - Emirats Arabes Unis	Banque Ras Al Khaimah - Emirats Arabes Unis	
Localisation géographique					
Effectif à temps plein	49	10	6	6	70
Produit Net Bancaire (en K€)	11 017	7 959	2 887	931	22 794
Chiffre d'Affaires (en K€)	13 681	9 832	3 283	1 505	28 301
Résultat net (en K€)	9 936	4 381	-4 648	-6 374	3 295
Impôts sur les bénéfices (en K€)	0	0	0	0	0
Subventions publiques (en K€)	0	0	0	0	0

Honoraires

(en milliers d'euros)	Nom du cabinet de Commissariat aux Comptes	Montant	%	Nom du cabinet de Commissariat aux Comptes	Montant	%
Audit						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (1)	DELOITTE & Associés (Paris) DELOITTE & Associés (UAE)	90 83	66%	ERNST & YOUNG + Deloitte Deloitte	90	34%
Total		173			90	

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société Al Khaliji France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Al Khaliji France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion*Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537 /2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823- 7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque identifié	Notre réponse
Dans le cadre de ses activités de financement, votre société est exposée au risque de crédit.	Nous avons examiné les processus et les contrôles associés à l'attribution des notes internes relatives aux prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures d'estimation des dépréciations correspondantes.
Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe aux comptes annuels, s'il existe une indication objective de dégradation du risque de crédit, une dépréciation individuelle est comptabilisée.	Nous avons plus précisément :
Au 31 décembre 2018, le montant total des prêts s'élève à 630,1 millions dont 37,4 millions d'euros de dépréciations.	- Pris connaissance du processus d'identification des encours présentant un risque de défaut avéré et de modalités de déclassement en encours douteux, - Pris connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations,
La place donnée au jugement de la direction dans l'estimation des dépréciations pour risque de crédit se caractérise par :	- Analysé un échantillon de dossiers de crédit afin d'examiner la documentation de la note de crédit déterminée par la Direction ainsi que le niveau de dépréciation retenu le cas échéant.

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - L'attribution de notes internes, qui déclenche ou non le déclassement des encours ; - Le calcul de la dépréciation des encours déclassés. | |
|--|--|

Compte tenu du fait que ce jugement est susceptible d'avoir un effet significatif sur les montants des dépréciations, nous avons considéré que le risque de crédit est un point clé de l'audit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement fournisseurs prévues à l'article D.441-4 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Al Khaliqi France par votre assemblée générale du 5 avril 2004 pour Deloitte & Associés et par celle du 28 mai 2015 pour ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2018, Deloitte & Associés était dans la quinzième année de sa mission sans interruption et ERNST & YOUNG Audit dans la quatrième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence

ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 13 mai 2019

Les commissaires aux comptes :

ERNST & YOUNG Audit

Hassan BAAJ

Deloitte & Associés

Jean-Vincent COUSTEL

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de AL KHALIJI France, sis au 49 – 51 avenue George V, 75008 Paris.